

# Le combat pour sauver le stade Galfard se poursuit

COGOLIN

L'association Place publique reste activement mobilisée contre la municipalité d'extrême droite, en s'opposant au projet de destruction de la moitié du stade synthétique au profit d'un parking. Elle ouvre une souscription pour recueillir des fonds et continuer le combat en justice.

Dans ce village du Golfe de Saint-Tropez, le monde associatif est sur tous les fronts pour assurer la mission de vigie citoyenne qu'il s'est assignée dès l'arrivée aux affaires du maire d'extrême droite. Plusieurs affaires ont été révélées et des projets jugés contraires à l'intérêt général, à la préservation de la biodiversité ou à la loi Littoral ont été dénoncés.

L'une des batailles en cours concerne le stade Galfard, sur lequel la mairie veut installer un parking. Le 20 juillet dernier, Place publique a introduit une requête d'urgence en référé suspension, ainsi qu'un recours sur le fonds, auprès du Tribunal administratif. Le 5 août, le juge des référés a rejeté la première, « mais il ne s'est pas prononcé sur le fond », précise Francis José-Maria, président de l'association.

### Appel à contribution

Place publique estime que l'absence de permis d'aménager constitue une irrégularité manifeste. L'association souligne également l'urgence de rendre le stade à sa vocation initiale : un espace sportif destiné aux élèves des quatre écoles et deux collèges de la commune, aux clubs locaux, ainsi qu'aux enfants et adolescents des quartiers environnants. Face à l'inaction muni-



L'association s'oppose à la construction d'un parking inutile sur une partie du stade de Galfard. PHOTO DR

pale, l'association a décidé de se pourvoir en cassation devant le Conseil d'État.

Sur ses réseaux sociaux, la Municipalité évoque « un nouvel espace de stationnement gratuit (...) sur une partie du stade Galfard », ajoutant : « Ce parking a été aménagé en prévision des travaux à venir sur le parking Mendes France, afin de faciliter le stationnement en centre-ville durant cette période. »

Pour mémoire, Place publique a engagé, en mai 2025, un recours auprès du Tribunal administratif contre la modification simplifiée numéro 11 du Plan local d'urbanisme (PLU), qui a permis le déclassement du stade en zone constructible, pour permettre d'implanter des immeubles. Cette procédure est toujours en attente de jugement.

Pour mener à bien ces actions juridiques, l'argent reste le nerf de la

guerre. « Notre association a engagé plus de 9 000 euros de frais d'huissier et d'avocats, depuis le début de l'année, et nos prévisions de dépenses pour la suite de ces procédures se situent entre 3 500 et 5 000 euros », détaille le président de Place publique.

Place publique lance donc un appel public à contribution\* afin de financer ces procédures et poursuivre son combat pour la sauvegarde du stade Galfard. « Nous comptons sur tous pour continuer à mener à nos côtés les combats contre la destruction du stade, sa constructibilité et son déplacement à l'extérieur de la ville », conclut Francis José-Maria, qui précise que chaque donateur recevra un reçu fiscal, l'association étant reconnue d'intérêt général.

T.T.

\*Les chèques sont à adresser à l'ordre de Place Publique Cogolin - 130 avenue de la Giscle - 83310 Cogolin

### LA SEYNE-SUR-MER

## Une cérémonie de récompense pour les bacheliers mention « TB »

Depuis l'année dernière, la Mairie de la Seyne-sur-Mer récompense ses bacheliers ayant obtenu leur diplôme avec mention « très bien ». Sur une proposition du Conseil municipal des jeunes adoptée en conseil municipal en 2024, une bourse au mérite leur est désormais attribuée sous forme de bon d'achat d'une valeur de 150 euros. Une cérémonie officielle est ainsi organisée ce mercredi à 18 heures, en salle du conseil municipal de l'Hôtel de Ville, en présence du Maire Joseph Minniti.

ANNONCES LÉGALES

HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAR

Tél. 04 91 57 75 74

annonceslegales@lamarseillaise.fr

MÉTROPOLE

TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

relative au Règlement Local de Publicité intercommunal

Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a organisé, par arrêté n°AP25/131 en date du 16 juillet 2025, une **enquête publique portant sur l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal**. Cette procédure a pour objet de réglementer les publicités, les enseignes et les pré-enseignes dans un but de protection du cadre de vie et des paysages.

Le rapport de présentation, le règlement écrit, le zonage et les annexes ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées sont joints au dossier d'enquête.

Les pièces du dossier ainsi que le registre d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le Commissaire-Enquêteur, seront mis à disposition du public, aux fins de consultations, d'observations, propositions et contre-propositions pendant la durée de l'enquête, **du 20 août 2025 au 22 septembre 2025 inclus (soit 33 jours consécutifs)**, à l'Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, siège de l'enquête publique, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, du lundi au vendredi, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être adressées au Commissaire-Enquêteur, Monsieur Christian MINE, désigné par le Tribunal Administratif de Toulon :

- par courrier, jusqu'au 22 septembre 2025 (cachet de la poste faisant foi) à l'Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée - 107 Boulevard Henri Fabre - CS 30536 - 83041 Toulon CEDEX 9  
- par voie électronique jusqu'au 22 septembre 2025, 17h00, à l'adresse suivante : [mtpm.publicite@metropoletpm.fr](mailto:mtpm.publicite@metropoletpm.fr) en précisant en objet « ? Règlement Local de Publicité intercommunal ».

Elles seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête publique dans les meilleurs délais.

Les informations relatives à l'enquête publique sont également disponibles sur le site internet de la Métropole dédié au RLPI ([www.rlpi-metropoletpm.fr](http://www.rlpi-metropoletpm.fr)).

Un ordinateur dédié à la consultation du dossier dématérialisé sera mis à la disposition du public au siège de l'enquête publique aux heures d'ouverture précitées.

Toute information concernant le dossier d'enquête publique pourra être sollicitée auprès de Madame Aurélie MEYER, Directrice de la Planification Territoriale, Projets Urbains et Fiscalité - tel': 0494933829

**Le Commissaire-Enquêteur recevra personnellement les observations du public les jours suivants à l'Hôtel de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, siège de l'enquête publique, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon CEDEX 9:**

- Le mercredi 20 août 2025 de 9h00 à 12h00
- Le jeudi 28 août 2025 de 9h00 à 12h00
- Le mercredi 3 septembre 2025 de 9h00 à 12h00
- Le vendredi 12 septembre 2025 de 14h00 à 17h00
- Le lundi 22 septembre 2025 de 14h00 à 17h00

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à disposition du Commissaire-Enquêteur qui sera chargé de le clore. Dès réception du registre et des documents annexés, le Commissaire-Enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable de projet, et lui communiquera un procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales.

Le responsable du projet disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le Commissaire-Enquêteur disposera d'un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête pour établir et transmettre au Président de la Métropole, son rapport et ses conclusions motivées, ainsi que les exemplaires du dossier de l'enquête déposés au Bâtiment le Galaxie entrée A, 482 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 83000 Toulon, Service Planification Urbaine, accompagnés du registre et des pièces annexées.

Le rapport et les conclusions du Commissaire-Enquêteur seront tenus à disposition du public au Bâtiment le Galaxie entrée A, 482 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 83000 Toulon, Service Planification Urbaine, 2ème étage, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, et seront publiés sur le site internet de la Métropole TPM.

Le Conseil Métropolitain se prononcera par délibération sur l'approbation du Règlement Local de Publicité intercommunal éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête, des observations du public et du rapport du Commissaire-Enquêteur.

**Le Président de Toulon Provence Méditerranée, Jean-Pierre GIRAN**

### LA SEYNE-SUR-MER.

## Un nouveau sol pour le gymnase Renan

La Ville de La Seyne-sur-Mer a aménagé, en juillet dernier, un nouveau sol souple sportif de 180m² dans l'enceinte du gymnase Renan, situé avenue de la Commune de Paris. « Un investissement de 34 200 euros TTC qui a permis de remplacer l'ancien revêtement en dur, fortement dégradé et datant de la construction du gymnase », précise la municipalité. Les usagers, élèves, clubs d'arts martiaux, de basket-ball, de GRS et de tir à l'arc, peuvent ainsi pratiquer leurs disciplines « dans de meilleures conditions ».

Cet aménagement sera suivi dès novembre par la réfection de l'éclairage en leds, « pour une somme de 11 305 euros TTC », conclut la Ville.

PHOTO VILLE DE LA SEYNE-SUR-MER

